

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les Naufrageurs de la C. G. T. (*Varine*). — Lepetit, Vergeat et Lefebvre en Russie Soviétiste (*Pierre Pascal*). — Dialogue des morts (*Henri Guilbeaux*). — Les Falsifications d'un Commissaire du peuple (*Rudas*).

Les Socialistes français et la guerre : Jean Jaurès (*G. Zinoviev*). — La Base sociale de la Révolution d'octobre (*E. Préobrajensky*). — Le Paysan et trois ans de Révolution (*Kalinine*). — Chronique Internationale (*Eden et Cedar Paul*), etc.

Les Naufrageurs de la C.G.T.

Les syndicalistes majoritaires sont décidés à briser l'organisation économique de classe du prolétariat français. Leur volonté de scission, scurnoise depuis plusieurs mois, s'est brusquement dévoilée au dernier Comité National Confédéral. La résolution votée par la majorité implique l'exclusion automatique des syndicats et des syndiqués qui se rallieraient à l'Internationale syndicale de Moscou.

Cette décision ne surprend pas ceux qui observent attentivement l'évolution du mouvement ouvrier. La progression de l'idée révolutionnaire, envers et contre les répressions gouvernementales et les brimades de l'état-major syndical réformiste, dessine une menace de plus en plus précise contre les dirigeants félons de l'organisation professionnelle. Battus en apparence dans les derniers Congrès et Conseils Nationaux de la C. G. T., les minoritaires conquièrent à leurs thèses de nouvelles forces après chaque consultation de la masse syndiquée. N'était l'insuffisance de ses cadres, due à la trahison de tant de chefs expérimentés, et à l'emprisonnement des plus éprouvés de ses leaders actuels, la minorité pourrait prévoir avec une quasi-certitude l'heure de son avènement à la direction du mouvement syndical. Mais même privée de ses porte-parole les plus qualifiés, emprisonnés depuis neuf mois, même amputée de ses anciens chefs, la fraction révolutionnaire n'a cessé de grandir et de se fortifier. Pour enrayer sa progression, briser son élan,

il fallait un coup de force : les réformistes viennent de l'accomplir, de propos délibéré.

Pour justifier leur tentative de dislocation du groupement économique de la classe exploitée, les majoritaires ne manquent pas d'invoquer les scissions récentes qui ont partagé en deux camps les partis socialistes d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, de France, d'Italie, et ils imputent aux minoritaires le secret dessein de scinder la C.G.T. à leur heure. Hypothèse misérable, conçue exclusivement par les majoritaires pour donner le change. Les minoritaires ont affirmé maintes fois avec raison leur volonté de sauvegarder l'unité syndicale, qui ne correspond en rien à la fausse unité socialiste.

Le syndicat, basé sur l'intérêt de classe, unit les prolétaires parce que prolétaires, parce qu'exploités, même si leurs opinions ne sont pas identiques, et à la seule condition qu'ils aient tous conscience d'être solidaires, qu'ils soient tous résolus à la lutte collective contre leurs communs ennemis, les exploités, les capitalistes. Le parti socialiste, parti politique du prolétariat, basé sur l'idée socialiste, est limité pas sa base même ; il groupe une fraction des exploités qui a sa conception propre de l'émancipation générale de la classe travailleuse, ses propres méthodes, son action propre.

La scission est la seule issue possible d'un antagonisme d'opinions fondamentales dans un groupement idéologique : elle n'est pas fa-

tales dans un groupement d'intérêt, cet intérêt demeurant invariable et la masse des intéressés étant inéluctablement destinée à subir le même sort. Le devoir des communistes est donc de mener la lutte politique au moyen d'un parti strictement délimité, en même temps que de travailler à l'éducation et à l'entraînement révolutionnaires des travailleurs dans l'organisation économique de ceux-ci. Non seulement ces deux tâches ne se contredisent pas, mais elles se complètent.

Les majoritaires accusent encore les minoritaires de « désagréger » (*sic*) le mouvement syndical en formant des cercles, des « noyaux » d'affinité pour propager leurs conceptions. On demanderait vainement en quoi le mouvement syndical est « désagrégé » par la création de groupes d'éducation révolutionnaire. Ce méchant prétexte a la même valeur que le précédent. Ils dissimulent mal l'un et l'autre le souci maléfaisant des dirigeants de la C.G.T. de sacrifier à leur monopole de direction la force de l'organisation à eux confiée. Tous les moyens leur sont bons qui assurent la pérennité de leur pouvoir. Ils dénie à la minorité le droit de devenir majorité, tout en pestant contre la « dictature communiste ». Leur loi suprême est de conserver à tout prix les postes qu'ils détiennent à la faveur du carnage mondial et grâce à la protection de l'Etat bourgeois. Périssent la Confédération Générale du Travail pour que l'inamovibilité de quelques fonctionnaires corrompus soit hors d'atteinte !

La minorité révolutionnaire a réagi comme elle devait, contre le coup de force de la bureaucratie confédérale. Elle en appelle à la conscience des syndiqués et, méprisant l'oukase des tohinovniks embourgeoisés, elle continue son œuvre féconde de propagande. Elle ne se laissera pas chasser de la maison commune et attendra de pied ferme les huissiers de la majorité inconsciente égarée par une poignée de coquins. Les Fédérations et les Unions départementales révolutionnaires sont là pour accueillir les syndicats menacés d'exclusion. Les mesures préventives adoptées par une assemblée dépourvue de valeur représentative, formée de fonctionnaires serviles aux ordres des transfuges du syndicalisme révolutionnaire, auront pour effet de stimuler l'effort régénérateur de l'élite prolétarienne groupée dans les C.S.R.

Au moment même où une fausse majorité donnait au bureau confédéral l'illusion d'une quiétude sans mélange, M. Jouhaux était con-

traint de prononcer un aveu plus significatif que le vote du Comité National. Le fiasco pitoyable du nouveau journal quotidien de la coterie de la rue Lafayette, *Le Peuple*, dont la vente n'atteint pas à Paris deux mille exemplaires, en dit plus long que la rhétorique boursofflée du secrétaire de la C. G. T. Ce ne sont pas les histoires de brigands relatives à un « complot » contre la diffusion du *Peuple* qui atténueront l'éloquence de cette constatation : les dirigeants imposteurs des syndicats sont impuissants à nuire à la prospérité de l'*Humanité*, journal du Parti adhérent à l'Internationale communiste. Les événements imminents annoncés par la crise du chômage et les vellétés guerrières de la Chambre du Bloc National achèveront « d'éprouver » l'autorité des majoritaires, déjà très ébranlée. Les minoritaires peuvent regarder l'avenir avec confiance : tout démontre qu'ils sont dans la bonne direction. Ils ne dépend pas des premiers de dévoyer leurs adversaires.

VARINE.



A NOS AMIS

A dater de ce numéro, nos amis et lecteurs trouveront le *Bulletin Communiste* dans tous les kiosques. Ils ont pour devoir de demander à leur marchand habituel qu'il en tienne un dépôt et qu'il affiche notre *Bulletin* en bonne place. Nous recommandons également à nos lecteurs, et ceci pour éviter le bouillonnage, d'acheter toujours leur *Bulletin* au même marchand.

Nous rappelons également à nos camarades que nous sommes installés 123, rue Montmartre, et qu'ils peuvent désormais nous téléphoner.

Numéro de téléphone : Central 82-15.

TERRORISME ET COMMUNISME

par L. Trotsky

Un fort volume, in-16..... 7fr.
Franco 7 fr. 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Lepetit, Vergeat et Lefebvre en Russie Soviétiste

Leur voyage en Russie, comme ils l'auraient bien conté eux-mêmes : Lefebvre avec sa verve endiablée de chroniqueur, Vergeat, sage et posé, détaillant simplement son carnet de notes et Lepetit animant le tout par son grand cœur passionné de révolutionnaire. La destinée a uni leurs noms, ils étaient venus ensemble en Russie, ils sont partis ensemble et la tempête tragique les a tous engloutis avec le frère esquif qui les ramenait de Moscou vers l'Occident. Après leur séjour un égal amour de la Russie soviétiste les unissait aussi, non pas une sympathie froide et réservée, mais un amour profond et actif se changeant en une haine farouche et maintenant documentée contre les gouvernements capitalistes dont la rage impuissante a fait subir tant de tourments à la première nation socialiste. Quels ardents défenseurs et quels partisans dévoués le gouvernement soviétiste a perdus en leur personne. Et surtout comme ils étaient bien munis d'arguments après leur voyage pour réfuter les calomnies de la bourgeoisie sur la Russie soviétiste.

Mais, à part ces traits communs, ils étaient de caractères bien différents. Lefebvre était délégué officiel au Congrès, il en suivait assidûment les séances, prenant part aux discussions, soutenant les opinions les plus radicales, sortant peu du milieu des délégués. Son âme ailée de poète était dénuée d'inquiétude. Son bonheur était sans mélange de se trouver dans cette Russie victorieuse du patriotisme assassin et de l'impérialisme pillard. Il se repaissait, il s'exaltait du spectacle de la Révolution. Les minuties industrielles ou économiques, les difficultés ou les imperfections d'application ne retenaient pas son regard. Il lui suffisait de voir l'enthousiasme des masses prolétariennes pour être certain que ces inconvénients passagers disparaîtraient rapidement. En Ukraine surtout il avait été frappé de ces populations entières accourant sur le passage des représentants de l'Internationale Communiste, il avait parlé dans des meetings de dix mille assistants, il avait compris la haine de ces masses contre les envahisseurs et les vandales polonais. Son âme avait à jamais vibré avec la leur et il était heureux. Il retournait en France enrichi de souvenirs suffisants pour alimenter toute une campagne de presse et de réunions publiques à la louange et à la gloire sans mélange de la Russie soviétiste.

Ses compagnons de route, comme j'ai dit, étaient bien différents. Eux étaient venus en Russie chargés d'une mission d'information par les syndicats minoritaires dont ils faisaient partie. Eux n'étaient pas des littérateurs qui avaient eu besoin de la guerre pour comprendre les horreurs du capitalisme. C'étaient des révolutionnaires de race déjà prêts depuis longtemps à aimer la Russie des Soviets. Seulement jusqu'à ces derniers temps, le communisme n'était pas connu en France. Le Parti Socialiste était désespérément enlisé dans l'union sacrée et l'opportunisme. Un révolutionnaire sincère était naturellement porté

à nier l'action politique, sinon à adhérer complètement à l'anarchisme. Vergeat et surtout Lepetit, en bons syndicalistes, étaient donc plutôt anarchisants que communistes quand ils sont entrés sur le territoire russe. Mais ils ont passé leur temps à voir et à étudier. Laissant de côté la plupart des séances du Congrès, où l'on parlait davantage d'idées que de faits, ils ont du matin au soir parcouru Moscou pour s'enquérir et pour remplir de chiffres et de données substantielles les cadres du programme qu'ils s'étaient tracé. Administration, Armée, Mines, Industrie, Agriculture, Justice, Parti Communiste, autres partis, fonctionnement des soviets, rien n'était oublié. Ils ont visité à fond les usines, ils ont posé des questions précises aux Commissaires du Peuple et aux directeurs des divers services. Partout on leur a fourni en abondance des documents précieux, schémas, statistiques, rapports inédits. Leur ignorance de la langue russe n'était pas un obstacle, car ils avaient mieux encore qu'un interprète officiel. Partout où ils se présentaient, on appelait quelque camarade parlant français pour leur donner toutes les explications désirées. Aussi étaient-ils fiers en partant d'emporter avec eux un tableau véritable de cette Russie soviétiste qu'ils aimaient déjà comme la patrie de tous les révolutionnaires avant même de la connaître, et qu'ils appréciaient davantage encore maintenant qu'ils la connaissaient. En effet Vergeat et Lepetit ont quitté la Russie bien changés. Ils ont appris ici une grande vérité qui leur manquait en France. Ils se figuraient jadis plus ou moins consciemment que la société nouvelle de leurs rêves, sans classes ni exploitation, pouvait être instaurée d'un jour à l'autre et succéder toute faite au régime capitaliste au lendemain de la Révolution. Ils ont appris en Russie que cette société doit au contraire se forger dans la peine et dans l'effort de longues années. Eux qui croyaient jadis naïvement à la valeur absolue de la liberté, ils ont compris ici la nécessité d'écraser par la force la résistance de la bourgeoisie, ils ont vu à l'œuvre l'armée rouge, les commissions extraordinaires, la mobilisation du travail, en un mot la dictature du prolétariat avec tous ses indispensables attributs, et tout cela ils l'ont admis. Certes il pouvait leur en coûter d'abandonner un beau rêve. Mais, en révolutionnaires réalistes et loyaux qu'ils étaient, désireux d'action pratique et non de paroles, ils ne pouvaient pas ne pas adhérer aux moyens nécessaires pour atteindre leurs fins. Et puis leur éducation avait été complétée par Lénine en personne, oralement et par écrit. Ils eurent avec lui un long et cordial entretien, ilsurent la traduction française de son ouvrage, *l'Etat et la Révolution*. Cette lecture fut pour eux une véritable révélation. Elle dissipa leurs derniers doutes, leurs derniers regrets. La dictature du prolétariat, étape intermédiaire, instrument impitoyable mais passager, aboutissant à la société communiste exempte de contrainte,

exempte d'inégalité, exempte d'Etat, c'était là pour eux le système idéal de pensée et d'action qui leur manquait jusqu'alors.

Désormais leur mission était abondamment remplie. Le moment était venu de quitter la Kussie et ils avaient hâte de retrouver leurs camarades de France pour leur transmettre l'enseignement reçu. Il fallait partir. Dans la dernière journée que nous passâmes ensemble, Vergeat me confia qu'il allait désormais soutenir le communisme pur et simple. Ils firent encore un court séjour à Pétrograd et nos camarades de là-bas garderont longtemps le souvenir de la parole brûlante de Lepetit évoquant les merveilles de courage et de dévouement de cette Russie soviétiste dont l'exemple héroïque devait être suivi par tous les prolétariats. Lefebvre, parti plus tard de Moscou, retourna à Pétrograd et Vergeat. Ils prirent ensemble le train pour Mourmansk. Leur départ demandait des précautions particulières. Avant franchi illégalement la frontière de France, ils étaient obligés d'y rentrer de même. Ils empruntèrent donc la seule route entièrement libre, celle de l'océan Glacial. Et comme la presse de Pétrograd avait eu l'imprudence d'annoncer leur présence et leur prochain retour en France, nos camarades lancèrent, ensuite, pour dé-

tourner l'attention des espions de l'Entente, une note disant que Lepetit, Vergeat et Lefebvre comptaient maintenant aller visiter l'Oural. Cependant ils s'embarquèrent à Mourmansk, accompagnés d'un camarade russe, sur un frêle esquif affrété par les autorités du port. Désireux d'arriver en France le plus tôt possible, dès lors que leur mission était remplie, et surtout avant le congrès syndical d'Orléans, ils avaient insisté pour partir sans retard, sans attendre un bateau plus confortable et malgré le gros temps.

Leur sentiment du devoir fut cause de leur mort. Ils périrent victimes de leur hâte à rapporter en France la bonne parole du communisme. Ils auraient été là-bas, en connaissance de cause, les champions convaincus et ardents de la Russie soviétiste. Ils auraient occupé une place éminente parmi les constructeurs de la France soviétiste. Nous comptions sur eux pour opérer ce grand rapprochement des syndicalistes révolutionnaires et du Parti socialiste, transformé désormais en vrai Parti Communiste, d'où sortira bientôt la Révolution prolétarienne. Puisse leur tâche commencée être reprise par beaucoup d'autres ! Les méfaits des éléments ne doivent pas arrêter le cours de l'histoire.

Pierre PASCAL.

Dialogue des Morts

Personnages : RENAUDEL, LONGUET, MAYERAS, anciens députés.

LONGUET, *se lamentant*. — Ah ! mes amis, qu'allons-nous devenir ? Un instant j'avais cru qu'il y avait malodonne. Au *Populaire*, dans la rue, dans mon train de banlieue, de nombreux militants venaient vers moi atterrés, démoralisés, affolés même par la triste besogne faite à Tours. Mais hélas ! chaque jour le fossé se creuse plus large et plus profond.

RENAUDEL. — Faut pas s'en faire mon vieux ! Ils reviendront à nous.

MAYERAS, *impétueux*. — Et puis après tout, on s'en fout ! En somme ce sont tous les nouveaux venus, les anarchistes, les saboteurs qui ont voté pour la III^e. A part Cachin, Frossard, Dunois et quelques autres qui se sont laissés bêtement rouler par Lénine, Zinoviev, Souvarine et Lorient...

LONGUET, *avec tristesse*. — Quand je pense qu'avec mes chers amis Cachin et Frossard, nous avons lutté longtemps ensemble contre la bourgeoisie et contre les extrémistes dont ils sont à présent les victimes. Et que pendant la guerre les votes de Cachin et les miens se sont toujours confondus ; (*avec emphase*) et que j'ai été minoritaire à l'époque où lui-même était majoritaire !

RENAUDEL. — Majoritaires... minoritaires.

nous étions avant tout unitaires... Je comprends que nos camarades aient été fascinés par Moscou. Mais qu'ils aient abandonné le principe de la défense nationale !

MAYERAS, *récitant*. — Si le 4 août 1914 j'avais eu la conviction que le gouvernement français était l'agresseur, j'aurais...

LONGUET, *impatiente*. — On la connaît Barthélémy. Tu l'as trop répété. Il fallait être plus habile et te prononcer avec moins de netteté. Tu as contribué à diviser notre bloc par tes intempérances de langage et tes déclarations catégoriques.

MAYERAS, *vexé et cassant*. — Je n'admets pas de leçon de personne, même de toi Longuet, tu le sais...

LONGUET, *prenant un air humble pour se faire pardonner*. — Voyons, voyons. Ne t'emballe pas. Nous parlons sans témoins. Et je ne voulais pas te faire de la peine...

RENAUDEL. — A propos, Longuet, je t'avouerai que je m'attendais à un coup de théâtre à Tours. Tu n'as rien fait pour attirer à toi les éléments flottants.

LONGUET. — Notre gouvernement n'a pas permis au noble Crispin, au vaillant Dittmann et à l'éminent Hilferding d'assister au Congrès...

MAYÉRAS, *gavroche*. — Mais il n'a pas empêché Klara !...

LONGUET. — ..Seul, que pouvais-je faire ?

RENAUDEL. — Il n'est pas dans mes habitudes de me vanter. Mais je peux rappeler ici la victoire que j'obtins le 17 février 1918 au Conseil National du parti, lorsque...

MAYÉRAS, *interrompant*. —théâtralement...

RENAUDEL, *condescendant*. — ...oui, théâtralement, si tu le veux.. je montrai à la tribune les tracts et les affiches de St-Etienne et dénonçai les manœuvres des agents allemands et des provocateurs.

LONGUET. — Oui da ! mais entre nous ce n'était pas bien propre...

RENAUDEL. — Longuet mon ami, ne fais pas le difficile. Ne t'es-tu pas désolidarisé toi-même dans le *Populaire* et le Congrès de certains éléments suspects ? Et les extrémistes ne t'ont-ils pas reproché d'avoir employé parfois le ton de l'*Action Française* ?

LONGUET, *géné*. — Je n'oublierai jamais l'abominable télégramme de Zinoviev. Moi le petit-fils de Karl Marx ! Moi qui chaque jour ai été traité de *quart de Boche* par Daudet. Moi qui ai mordu la poussière aux dernières élections à cause de mon amour pour la révolution russe...

RENAUDEL et MAYÉRAS, *en chœur et amers*. — Hélas ! tu n'es pas le seul ! nous aussi nous avons été capout aux élections !...

MAYÉRAS. — Ah ! Si j'avais pu voir mon ami Tchitchérine !...

LONGUET. — Si j'avais pu voir mon ami Trotsky !...

RENAUDEL. — Si j'avais pu voir mon ami... mon ami...

MAYÉRAS, *rosse*. — Bourtzev !... Mais vas-y le voir, tu le trouveras chaque jour chez Hervé.

LONGUET. — Quand je pense que j'ai été le premier dans la presse à défendre la Révolution russe, que le grand Wilson s'est intéressé à moi et que le glorieux Romain Rolland, voici quelques jours m'écrivait : Mon cher Longuet...

MAYÉRAS, *entonnant*. — On a beau faire le malin, ça vous fait tout de même quelque chose !...

LONGUET. — La Révolution russe... chaque jour je l'ai défendue !

RENAUDEL, *ironiquement*. — Toujours ?... au début !

MAYÉRAS. — Et le petit Souvarine ?...

LONGUET. — Ne me parle pas de ce tard venu que j'ai accueilli au *Populaire*, de qui je pu-

bliais seulement les articles rédigés selon mes convenances et qui maintenant...

RENAUDEL. — Et qui maintenant !...

LONGUET. — Et qui maintenant, de la Santé, donne des ordres et dirige le parti auquel j'ai consacré toute ma vie de militant. Je suis à me demander si les pays bourgeois où n'existe pas le régime des détenus politiques ne sont pas préférables. Car enfin, il est certain que si Lorient et Souvarine avaient été purement et simplement en-cachot, ils n'auraient pu exercer leur action infâme.

RENAUDEL. — Longuet, mon ami, heureusement que nos bolcheviks ne t'entendent pas.

LONGUET. — Qu'importe. Tout est bon contre les briseurs de l'Unité. L'Unité, l'Unité, ah ! qu'en ont-ils fait ?

MAYÉRAS. — L'Unité !...

RENAUDEL. — L'Unité, l'Unité réalisée par mon regretté maître Jaurès.

LONGUET, *interrompant*. — ...Tu pourrais dire notre maître.

RENAUDEL. — ...Je fus son disciple favori.

MAYÉRAS. — Tu pourrais dire que tu t'improvisas son garde-chiourme.

RENAUDEL, *continuant*. — ...Et pendant plusieurs mois je l'ai remplacé comme directeur de l'*Humanité* et comme chef du Parti...

LONGUET, *avec emphase*. — Puis ce fut moi.

RENAUDEL, *avec regret*. — Je le confesse, tu pris ma place, mais après avoir intrigué avec tes amis, — et quelles intrigues !...

MAYÉRAS, *sarcastique*. — Entre nous, tu t'y connais en intrigues et en manœuvres de coulisses.

RENAUDEL, *avec vanité*. — Je suis un homme de réalisation.

MAYÉRAS. — Comme Briand !

LONGUET. — A quoi bon nous faire des reproches mes amis ! Reconstructeurs et résistants, demeurons unis. Tous trois nous avons bataillé les uns contre les autres, parfois avec rudesse. Mais nous avons toujours arrêté nos querelles devant le seuil de l'Unité.

RENAUDEL, *s'agenouillant*. — L'Unité !...

LONGUET. — Mais je ne puis oublier ici notre vénéré ami Paul Faure.

MAYÉRAS, *rosse*. — Qui, si j'en crois Souvarine, voulait te débarquer du *Populaire* !

LONGUET, *se fâchant*. — Quand finiras-tu de distiller ton venin ?

RENAUDEL, *intervenant*. — Voyons mes amis, l'Unité, l'Unité ! qu'en faites-vous ? l'Unité !

LONGUET et MAYÉRAS, *s'agenouillant*. — l'Unité, l'Unité, l'U-ni-té !...

Moscou, 20 janvier 1921.

Henri GUILBEAUX.

Les Falsifications d'un ancien Commissaire du Peuple

Le Populaire a publié dans son numéro 925 un article de Zoltan Ronai, « ancien Commissaire du peuple de la République des Soviets de Hongrie », ayant le double but de flétrir la mémoire de la révolution communiste hongroise par une série de mensonges insolents et de servir la cause des longuettistes français se refusant à se ranger sous le drapeau de l'Internationale communiste. Nous croyons qu'il est important de mettre en garde le prolétariat français contre les manipulations frauduleuses de M. Ronai, d'autant plus que son article est précisément basé sur l'ignorance du prolétariat français des affaires de la Hongrie et de la conduite de certains « anciens Commissaires du peuple » durant la révolution communiste et depuis la chute de la République des Soviets de Hongrie.

Les social-démocrates hongrois qui ont pris part au gouvernement soviétique du 21 mars 1919 ont, peu après la proclamation de la République des Soviets, commencé leur campagne d'abord invisible contre la dictature du prolétariat, qu'ils avaient acceptée pour pouvoir conserver leur influence au moment où une poussée irrésistible du prolétariat hongrois menaçait de faire écrouler l'édifice appelé « gouvernement de coalition » moitié bourgeois, moitié social-démocrate. En prêchant et en pratiquant une attitude « pacifiste » envers la bourgeoisie contre-révolutionnaire, en confiant l'armée rouge aux mains des anciens officiers de l'armée royale, mais surtout en faisant cause commune avec les *leaders* mécontents des syndicats, ennemis naturels de la République des Soviets, les Commissaires du peuple social-démocrates ont en effet réussi à faire tomber la nouvelle République communiste. Ils ont travaillé en ce sens dans la naïve croyance qu'après la chute de la République des Soviets, ils établiraient avec l'aide des représentants de l'Entente à Vienne le paradis terrestre, c'est-à-dire un gouvernement de social-démocrates. Or, les événements ont pris, à leur stupéfaction, un cours tout à fait différent : la terreur blanche en Hongrie n'accepte que ceux qui n'ont pas pris part active au gouvernement soviétique et les social-démocrates tombés du ciel de leurs espérances sur la terre dure de la réalité ont dû se sauver à Vienne. Là, ils commencèrent une campagne de mensonges et de calomnies contre l'œuvre du communisme en Hongrie, dans l'organe des social-démocrates autrichiens l'*Arbeiter Zeitung* et c'est cette campagne qu'ils tâchent de me-

ner partout où le prolétariat ignorant des affaires hongroises se laisse duper par le beau titre d' « ancien Commissaire du peuple ».

Cette spéculation ignoble sur l'ignorance à l'étranger donne à M. Ronai le courage de nommer son ami Bôhm « commandant en chef de l'armée rouge hongroise ». Il est parfaitement vrai que pour le grand malheur de la cause de la révolution, ce M. Bôhm, un ancien cégétiste habile et cynique, a réussi à accaparer la position de commandant en chef de l'armée rouge. Mais ce que le prolétariat français ne sait pas et que Ronai a soin de ne pas mentionner, c'est le fait que le commandant en chef a été le plus grand désorganisateur de la jeune armée rouge, l'ennemi impitoyable des commandants communistes, le protecteur de tous les officiers contre-révolutionnaires, et s'est rendu longtemps avant la chute de la République des Soviets hongrois à Vienne pour entamer des négociations avec les représentants des Alliés en vue de former un gouvernement de social-démocrates « purs ».

Passons aux faits. L'ancien Commissaire du peuple tâche de démontrer que les communistes hongrois ont exercé une influence néfaste dans le passé parce qu'ils ont provoqué par leur communisme la réaction et la terreur blanche hongroise. Avis important pour le prolétariat français : si vous acceptez les 21 conditions « de Moscou », vous subirez le même sort ! Mais ce n'est pas le communisme c'est la *trahison* du communisme commise par les Ronai, les Bôhm et les autres qui a rendu possible la victoire de la réaction. L'Allemagne n'a-t-elle pas eu sa terreur blanche *sans* avoir connu la dictature du prolétariat, mais non sans avoir eu un autre « commandant en chef », digne de son *alter ego* hongrois, le ministre de la guerre Noske ?

L'ancien Commissaire du peuple Ronai sent qu'il doit expliquer la chute de la République des Soviets de Hongrie, si justement attribuée aux social-démocrates incrédules, défaitistes, puis nettement traîtres, et pour cela il caractérise le communisme comme un « mélange singulier d'agitation bolcheviste et d'enthousiasme national attendant de Moscou le rétablissement de l'intégrité territoriale de la Hongrie ». Bien. Par conséquent les social-démocrates hongrois, qui déclarent aujourd'hui n'avoir jamais été des bolcheviks « dans leur cœur », ne pouvaient avoir d'autre raison

d'accepter la III^e Internationale que l'enthousiasme national ? Voilà un aveu bien curieux, d'ailleurs, plus près de la réalité que toutes les autres assertions de notre ancien Commissaire du peuple puisque les social-démocrates hongrois ont été en effet imbus de l'esprit nationaliste caractéristique des petits bourgeois...

Mais si l'explication de l'origine du communisme en Hongrie, quoique fausse comme explication, est du moins vraie comme confession involontaire, l'assertion de notre ancien Commissaire sur la chute de la République des Soviets contient une *falsification* tout à fait insolente. Selon Ronai, la cause unique de la chute est la situation militaire, entraînant la défaite de l'armée rouge. Pour donner plus de poids à son assertion, il falsifie le texte d'un écrit de Trotsky, dans lequel celui-ci explique que l'armée rouge hongroise n'a pas pu disposer d'un terrain assez étendu pour sa retraite et que sa situation différait pour cela de celle de l'armée rouge russe. La constatation de ce fait de la part de Trotsky n'exclut nullement l'autre fait, la trahison des social-démocrates, la cause non pas *immédiate*, mais la cause *ESSENTIELLE* de la catastrophe. Pour faire croire au prolétariat français que la cause unique de la chute est exclusivement la débâcle militaire, notre ancien Commissaire met dans la *bouche de Trotsky* les paroles : « Cela (l'étendue du pays) a été la vraie cause de la chute et non pas la légende sur la trahison des social-démocrates » (1). Cette *falsification* des paroles de Trotsky, d'ailleurs transparente et puérile, est une spéculation ignoble non seulement sur l'ignorance des lecteurs sur les affaires hongroises, mais aussi sur son incapacité de pouvoir distinguer une phrase écrite par M. Ronai, « ancien Commissaire du peuple », de celle du camarade Trotsky, véritable Commissaire du peuple.

Après les falsifications, M. Ronai passe à la *calomnie*. Les communistes se sont réfugiés à Vienne le lendemain de la chute de la dictature du prolétariat, les social-démocrates au contraire sont restés à Budapest ! Cela est vrai, mais ce qui est non moins vrai et que M. Ronai ne dit pas, c'est que les social-démocrates hongrois sont restés à Budapest pour fonder le gouvernement Peidl dont ils ont été membres et dont ils n'ont pas prévu la courte durée. Ils se partageaient entre eux les portefeuilles ministériels, l'ancien Commissaire du peuple Ronai a été invité à servir le nouveau cabinet comme secrétaire d'Etat, son compagnon Garbai, le « Président de la République des Soviets de Hongrie » a été nommé ministre de l'Instruction publique ; quant à M. Bôhm « commandant en chef de l'armée rouge », il se trouvait au moment de la chute des Soviets à Vienne, dans la société des représentants de l'Entente

(1) En écrivant ces lignes, nous ne disposons pas du texte français de l'article et sommes contraint de le retraduire de la traduction hongroise.

et n'avait aucune raison de s'y réfugier. Si la terreur blanche ne s'est pas limitée à la persécution des communistes, mais s'est étendue aux social-démocrates, aux juifs, aux libres-penseurs en général, ces malheureuses victimes de la fureur réactionnaire n'en furent pas moins des victimes *involontaires* et non pas des martyrs, comme le fut entre autres le camarade Otto Korvine, pendu par un gouvernement auquel les social-démocrates Peyer et Miakicz ont participé comme ministres.

Le prolétariat français suivra le chemin qui conduit à la révolution communiste et les articles de M. Ronai ne le détourneront pas de ses décisions, nous en sommes sûr. Mais il importait de démasquer le vrai visage de ceux qui se plaisent dans le rôle d'informateurs sur l'épisode glorieux et tragique de la révolution mondiale, sur la première — et nullement dernière — révolution communiste du prolétariat hongrois.

RUDAS.



Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

La réunion plénière du Comité aura lieu vendredi 18 février, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

1. Revision des statuts du Comité ;
2. Nomination de la Commission Exécutive ;
3. Questions diverses.

Tous les groupes devront être représentés à cette réunion. La carte du Comité pour 1921 sera exigée à l'entrée.

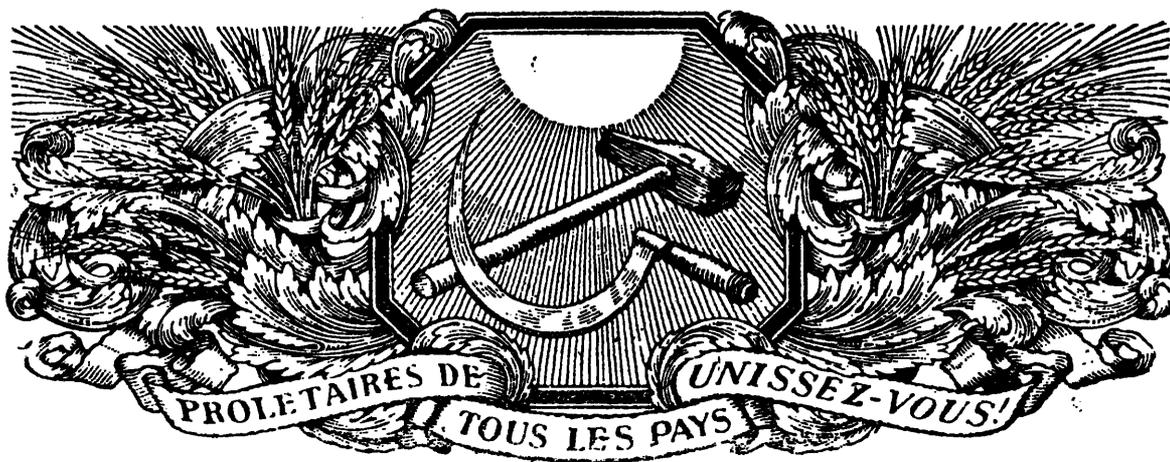
Commission Exécutive

Les réunions de la Commission Exécutive ont lieu tous les mardis à 18 heures, au siège de la Maison Commune, 49, rue de Bretagne.

Le Secrétaire : René Reynaud.

Note de la Trésorerie

Les trésoriers de groupes qui n'ont pas encore retiré les cartes et timbres pour l'année 1921 sont priés d'adresser au plus tôt leurs commandes à Maurice Fromentin, 123, rue Montmartre. Les adhérents individuels recevront leur carte, revêtue de douze timbres, sur demande faite à l'adresse ci-dessus et accompagnée de la somme de 6 fr. 50.



Les Socialistes Français et la Guerre

Dans son grand ouvrage : *La Guerre et la Crise du socialisme*, G. Zinoviev consacre quelques pages aux anciens chefs du mouvement socialiste français. Nous publions aujourd'hui le chapitre qui a trait à Jaurès. Dans les prochains numéros, on lira ceux qui concernent Sembat et Jules Guesde.

JEAN JAURÈS

Nous étudierons, afin de caractériser l'évolution des socialistes français en présence de la guerre, les conceptions de Jaurès, de Marcel Sembat et de Jules Guesde.

Les côtés faibles et les côtés forts de la position de Jaurès par rapport à la guerre se révèlent avec une vigueur particulière dans un de ses remarquables discours sur *l'idée de la paix et la solidarité prolétarienne*. Ce discours devait être prononcé par Jaurès à Berlin, le 9 juillet 1905, devant l'assemblée socialiste que la gravité de la situation au Maroc avait fait convoquer.

Le Chancelier d'Empire, prince de Bülow, adressa dans cette circonstance à Jaurès toute une série de compliments à double sens. Dans une circulaire en voyée au prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, Bülow écrivait :

« Bien qu'on puisse attendre du tact de M. Jaurès qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour éviter de froisser soit le gouvernement français, soit le gouvernement allemand, on ne peut malheureusement pas avoir la même assurance en ce qui concerne les organisateurs allemands de la réunion. M. Jaurès a pu se convaincre lui-même il y a un an, à Amsterdam (1), de l'attitude retardataire de la social-démocratie al-

lemande dont le point de vue purement négatif, doctrinaire et rétrograde contraste avec l'orientation plus pratique des socialistes français. »

Payant ainsi son tribut au tact de Jaurès et soulignant comment « il appréciait en lui l'orateur », M. de Bülow lui interdit néanmoins de prendre la parole à Berlin. Jaurès prononça son discours à Paris, et ce discours, reproduit par toute la presse allemande, fut, le jour de la conférence de Berlin, distribué à des millions d'exemplaires.

Dans ce discours que Jaurès ne manqua pas de travailler profondément et qui donne par conséquent l'expression la plus complète de sa politique étrangère, nous lisons ce qui suit :

La classe ouvrière se laisse quelquefois leurrer par les illusions de la grandeur nationale ; elle se laisse parfois corrompre par l'octroi d'une portion infime (justqu'à en être ridicule), du butin capitaliste et colonial. La guerre, comme l'exploitation directe de la classe ouvrière, est une des *manifestations du capitalisme* et la tâche du prolétariat consiste en conséquence à lutter systématiquement contre la guerre, de même qu'il a déjà commencé une lutte efficace et systématique contre l'exploitation du travail (1).

Ce sont là les paroles d'un socialiste convaincu. Il n'ignore pas que la Triple Alliance et la Triple Entente, comparables à deux mécaniciens qui auraient lancé deux trains en sens contraire, sur la même voie, mènent l'Europe à une catastrophe imminente. Jaurès voit clairement que les guerres actuelles ne se justifient que par les intérêts du capital, que les impérialistes s'efforcent de corrompre les travailleurs, en leur jetant les miettes du butin colonial, et de

(1) Au Congrès socialiste international de 1904.

(1) Jaurès. *La Paix et la Solidarité prolétarienne*, 1905. D'après l'édition russe.

tromper le prolétariat au moyen de leur phraséologie de « grandeur nationale », de culture, de droit, etc.

Il n'y a plus de peuple, s'exclame Jaurès, qui puisse apparaître à l'égard d'un autre peuple comme le porteur d'un système politique et social essentiellement différent. Le mouvement démocratique et prolétarien se développe partout dans la même direction quoique avec des forces différentes. Si, à notre époque, les choses en arrivaient à une collision entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre, *il serait impossible d'indiquer l'idée au nom de laquelle la lutte se produirait...* Celui qui, à notre époque, voudrait pousser l'une contre l'autre l'Angleterre et l'Allemagne, serait contraint de reconnaître devant sa propre conscience et devant l'humanité entière que seule, *une concurrence capitaliste acharnée* a conditionné et provoqué le conflit. Mais malgré son impudence, le capitalisme n'aime pas à être exposé dans toute sa nudité.

Il doit si souvent recourir à d'honorables prétextes pour masquer de ténébreuses actions, qu'il ne reste plus une seule feuille de vigne dont il puisse voiler sa nudité...

Et c'est là encore le langage d'un socialiste. Ce langage vise directement les prophètes actuels du social-chauvinisme, les Renaudel et Cie. Vous ne sauvez aucune culture, leur dit Jaurès, vous ne ferez qu'aider les impérialistes à masquer leurs desseins. Jaurès ne s'est trompé que sur un point. Il croyait en 1905 qu'il n'y avait plus une seule feuille de vigne... Dix années se sont écoulées depuis et voici que le parti socialiste officiel lui-même en trouve des brassées pour voiler la honte de l'impérialisme.

Jaurès passe ensuite à la question la plus pressante, celle des relations entre la France et l'Allemagne. Il ne cherche pas à blanchir sa patrie. Volontiers il admet que la France « ayant atteint à l'unité nationale bien avant les autres peuples, en a maintes fois abusé en violant les droits des autres nations encore morcelées et désorganisées ».

Je reconnais qu'il y a 35 ans, nous (Français) n'avons pu fonder la république que grâce à la guerre, tandis que vous (Allemands) n'avez pu cimenter que grâce à elle votre unité nationale.

Passant à la question d'Alsace-Lorraine, Jaurès dit : « Socialistes français, nous avons renoncé envers l'Allemagne à toute idée de revanche armée (... Touché, citoyen Renaudel ! — G.Z.) *quelle que soit la destinée changeante des peuples*. La guerre avec l'Allemagne serait contraire aux intérêts de la démocratie et du prolétariat, elle serait pour les droits du peuple une menace... Nous mettrons au pilori tous ceux qui pousseront l'une contre l'autre les deux nations... Ce serait le plus grand crime... que de dresser les unes contre les autres les différentes nationalités, les différents membres de la grande société des peuples ».

Et c'est là encore le langage d'un socialiste ferme et convaincu. Mais Jaurès dans ces questions était le Janus à double visage. Ce qui suit lui semble inspiré par un mauvais esprit. D'une main il sème le socialisme, la haine de l'impérialisme ; de l'autre, bien que son geste soit hésitant, contenu, comme honteux, il

laisse choir les graines qui, depuis, ont donné une si abondante moisson au socialisme chauvin...

La France, nous assure Jaurès, n'offre plus de terrain au césarisme. Si la nation française était entraînée à faire la guerre, ce serait, ou la conséquence directe d'une agression de dehors, ou le résultat oblique et imprévu d'un concours de circonstances fatales...

Dans cette phrase qui semble incidente, il faut voir sans nul doute une allusion à ce que, en cas de guerre défensive, les ouvriers soutiendraient « leur » gouvernement. L'orateur semble avoir oublié ce qu'il vient de dire sur les feuilles de vigne... Car la théorie de la guerre défensive est bien la feuille de vigne préférée de MM. les impérialistes.

Mais continuons :

L'alliance franco-russe n'a pas un caractère offensif... A l'heure actuelle, l'alliance franco-russe n'est pas un danger. Dans la réconciliation avec l'Italie, dans le rapprochement avec l'Angleterre, ils (les socialistes et les radicaux) voient avec satisfaction un nouveau gage de paix, une nouvelle possibilité de développement des aspirations vers la liberté... C'est en somme l'opinion du public (dont il faut excepter ici les impérialistes qui dirigeaient, en fait, la politique étrangère ! — G. Z.). Les Français n'ont pas prévu que l'Allemagne pouvait avoir des intérêts au Maroc. La faute la plus sérieuse de la diplomatie allemande est d'avoir averti trop tard l'opinion française de l'importance qu'elle attribuait aux intérêts allemands au Maroc, c'est de ne pas avoir fait connaître les craintes que suscitait outre-Rhin l'accord franco-anglais... (Comme s'il suffisait d'avertir, de faire connaître pour que tout s'arrange ! — G. Z.) Où sont dans tout ceci les intérêts des coteries impérialistes qui tiennent entre leurs mains les intérêts du monde ?

Mais lisons encore :

Si l'on attend de nous que nous rompions de façon ouverte ou voilée nos bonnes relations avec l'Angleterre, nous ne le ferons jamais... L'accord de l'Angleterre et de la France est une grande conquête pour la culture et une garantie de paix. Le fait que nos deux peuples ont réussi à écarter toutes les causes de malentendus, à surmonter leur mutuelle défiance, que la raison et la modération ont pris le dessus chez eux, doit être considéré comme un exemple qui promet...

C'est à n'y pas croire ! Le rapprochement de la France et de l'Angleterre s'est accompli d'après la formule : « L'Égypte en échange du Maroc, le Maroc en échange de l'Égypte ! » Nul ne l'ignore (1). Ni les impérialistes français, ni les impérialistes anglais n'en ont fait mystère. Et ce rapprochement n'a pas été un « gage de paix » ; il a marqué au contraire l'approche de la guerre entre les deux grands trusts impérialistes rivaux. Et Jaurès, qui connaissait admirablement la politique extérieure, qui était mieux que personne au courant des intrigues dans les coulisses et les ficelles secrètes de la diplomatie européenne, Jaurès en parle au nom de ses théories socialistes-pacifistes — comme d'une victoire de la paix, etc. ! Il va même jusqu'à affirmer que les bases de l'entente cordiale franco-anglaise ont été jetées « par les travailleurs français et anglais ».

(1) Se reporter à ce sujet aux autres chapitres du livre, *La Guerre et la Crise du socialisme*.

Cette façon de comprendre l'entente anglo-française et la triple alliance n'était pas fortuite chez Jaurès. Il publie en 1907 dans l'organe de la libre-pensée libérale allemande, le *Berliner Tageblatt*, un article-programme qui fait grand bruit et suscite, de la part des marxistes allemands représentés par Rosa Luxembourg, les plus vives protestations. Jaurès écrit :

L'entente entre la France, l'Angleterre et la Russie, la Triple-Entente n'est pas en elle-même une menace à la paix. Elle peut au contraire poursuivre des buts pacifiques et exercer son influence en faveur de la paix. Cette entente démontre en tout cas que des antagonismes que l'on croyait irréductibles peuvent être surmontés. Au temps de Fachoda, il parut que la France et l'Angleterre étaient à la veille de la guerre ; ces deux puissances viennent de conclure maintenant l'Entente Cordiale. N'étant encore qu'un enfant, j'entendis répéter à l'écoulé que la Russie et l'Angleterre étaient en Asie des ennemis irréconciliables. — Et vous voici arrivés à l'entrevue de Réval qui solutionne par un accord les questions litigieuses en Asie et peut-être en Europe.

Est-il donc impossible de régler de même les litiges entre l'Allemagne et l'Angleterre ?

La nouvelle triple entente pourra même concourir à cette solution si la France a la juste notion de son rôle et si à côté de la notion de sa force, elle place la notion de son droit.

Encore une fois, c'est à un degré stupéfiant que les rêveries pacifistes obscurcissaient la vision de Jaurès ! Jaurès connaissait tous les dessous de la diplomatie européenne. Sa situation dans le monde politique français lui permettait d'étudier tous les jours l'anatomie et la psychologie du capital financier. Toutes les innombrables « affaires » au cours desquelles deux coteries du capital financier entraient en conflit se déroulaient sous ses yeux. Il arrivait même souvent que leurs querelles nécessitaient l'intervention des commissions parlementaires. Et c'est Jaurès que l'on nommait alors à la présidence des commissions d'enquête (affaire Rochette, affaire Caillaux) comme le seul homme probe et désintéressé.

On ne peut concevoir que Jaurès — en 1908 — ne comprît pas quels intérêts matériels de groupes nettement impérialistes se dissimulaient derrière les accords diplomatiques dont il parle dans les lignes citées plus haut ! Pouvait-il ne pas comprendre que le partage de l'Asie — à commencer par la Perse — n'a rien qui puisse réjouir un socialiste ? Pouvait-il ne pas comprendre le rôle de cet accord anglo-russe dans la politique intérieure de la Russie ?

Rosa Luxembourg avait parfaitement raison d'écrire en termes indignés, dans sa lettre ouverte à Jaurès :

Qu'eussiez-vous dit s'il se fût jamais trouvé en Allemagne, ou en Russie, ou en Angleterre, des socialistes et des révolutionnaires qui « dans l'intérêt de la paix » eussent défendu l'alliance avec le gouvernement de la restauration, avec le gouvernement de Cavaignac, — ou avec celui de Thiers et de Jules Favre : auriez-vous consenti à mettre votre autorité morale au service d'un pacte semblable (1).

(1) Rosa Luxembourg. Offener Brief an Jean Jaurès, *Neue Zeit*. 592. 1908. II.

La question d'Orient était dès lors la pomme de discorde entre les deux impérialismes. Autour de la Turquie la mêlée des intérêts capitalistes devenait terriblement âpre. On ne pouvait pas ne pas s'en apercevoir. Et pourtant Jaurès, dans le même article de fond — publié par un journal qui défendait les intérêts de l'impérialisme allemand — invite les impérialistes à se partager pacifiquement le gâteau turc.

C'est un grand malheur, écrit-il, que l'Allemagne se soit en quelque sorte solidarisée avec la Turquie. Si l'Allemagne avait élevé en son temps, à Constantinople, la voix de la raison, la tâche des amis de la paix en eût été facilitée ! Il fallait donner au rapprochement entre la France, la Russie et l'Angleterre un caractère véritablement pacifique et hâter de la sorte l'heure où la Triple Entente et la Triple Alliance pourront s'unir en une vaste entente européenne.

Je dois dire que les socialistes français travaillent dans la mesure de leurs forces à la réalisation de ce dessein et y consacrent toute leur ardeur, toute leur énergie (1).

Les socialistes français eussent difficilement trouvé un objet moins digne de leurs efforts. Rêver de réconcilier par des prêches de morale les deux trusts impérialistes — et qualifier cela de « politique réaliste » ! Jaurès prouve ainsi — et de façon frappante — qu'on ne peut être un grand utopiste et n'avoir qu'une toute petite utopie...

C'est en vain que Rosa Luxembourg lui démontra dans sa lettre ouverte que les intérêts des Etats capitalistes actuels, en politique étrangère, diffèrent selon qu'on les envisage du point de vue des classes gouvernantes ou de celui du prolétariat. C'est en vain qu'elle lui rappela — ce qu'il ne pouvait d'ailleurs pas ne pas savoir — qu'il ne s'agit pas uniquement de politique coloniale. C'est en vain qu'elle l'invita à démasquer les mensonges des deux diplomates en présence au lieu d'encourager leurs manœuvres. Jaurès continua à se croire dans le bon chemin.

Dans les citations que nous avons empruntées à un discours et à un article d'un représentant autorisé de la II^e Internationale, toutes les contradictions de cette Internationale même sont visibles. En de nombreuses résolutions, la II^e Internationale dénonçait cruellement l'impérialisme et conviait les travailleurs à une lutte impitoyable contre la guerre. Mais il déclaraient pourtant les phrases sur « la guerre défensive », sur la « défense nationale », les accords pacifiques, etc., qui ont servi par la suite de point de départ à la bacchanale du chauvinisme socialiste.

Quatre jours avant sa mort, à la veille même de la guerre Jaurès parlant à Lyon-Vaise, reconnaissait le caractère impérialiste de la guerre imminente. Démocrate probe, il ne ménageait pas son propre gouvernement. « La politique coloniale de la France était coupable », disait-il, et la « politique étrangère

(1) D'après la citation de Rosa Luxembourg.

qui craint la lumière était l'alliée principale de cette dernière ».

Ainsi s'exprimait encore Jaurès en juillet 1914. Et pourtant, on a peine à ne pas croire que Jaurès, s'il avait échappé aux balles de son assassin, eût suivi la même politique que ses successeurs actuels. Vaillant, Sembat et leurs amis, ne connaissaient-ils pas comme Jaurès le caractère véritable de la guerre qui approchait ? Le pacifisme démocratique-bourgeois avait des racines trop profondes chez Jaurès pour qu'il pût surmonter les vieilles traditions de la bourgeoisie française révolutionnaire, pour qu'il pût se débarrasser de l'idée de défense nationale et surmonter les contradictions intérieures dont est morte la II^e Internationale. Jaurès, qui a pris une part si importante à la rédaction des résolutions de Stuttgart et de Bâle — résolutions où il n'y avait pas un mot sur la défense nationale, mais qui invitaient le prolétariat à consacrer toute son attention à la lutte contre l'impérialisme, — Jaurès écrivait à peu près à la même époque son livre sur *l'Armée Nouvelle*, dont la défense de la patrie est l'idée maîtresse. Et défendant le projet d'une réforme radicale de l'armée française, il faisait surtout valoir qu'elle accroîtrait les forces de la France, que l'armée nouvelle pourrait mieux défendre le territoire national... Dans le projet de loi de réforme militaire annexé à son livre, Jaurès énonce dès le premier de ses 18 articles le devoir de tout citoyen âgé de 20 à 45 ans de participer à la défense nationale. — C'est écrit après le Congrès de Stuttgart, après le conflit marocain, à la veille de l'expédition italienne en Tripolitaine et de la première guerre des Balkans, 4 ou 5 années avant la première grande guerre impérialiste européenne. Il l'écrit à Paris, dans la capitale de l'une des plus grandes puissances coloniales ! Et l'homme qui écrit cela connaissait mieux que personne l'envers de la politique internationale des « grandes » puissances, pouvait de plus près que tout autre socialiste observer les vilénies, le caractère réactionnaire, l'esprit de lucre et de pillage de la politique de la ploutocratie inancière jouant le destin des patries !

Jaurès connaissait naturellement tous les mobiles de la politique coloniale. Il reconnaissait que les « bandits colonisateurs » pouvaient d'un moment à l'autre provoquer la guerre. Parlant du congrès de Stuttgart, il disait à Paris (1907) :

A cette heure une coterie de flibustiers, de banquiers, d'aventuriers capitalistes, de cyniques qui ne pensent qu'à leurs bénéfices et glorifient le brigandage, rêvent d'une grande expédition au Maroc.

Contre ces projets, contre la guerre, il faut lutter de toutes nos forces. Mais par quels moyens ?

L'arbitrage constitue la revendication essentielle de Jaurès :

Quand un conflit se produit, notre devoir est de dire à nos gouvernements : concluez un accord, par l'entremise de vos diplomates. S'ils ne peuvent y parvenir,

acceptez la décision des arbitres que vous avez désignés vous-mêmes et inclinez-vous devant leur arrêt. A bas la guerre ! Assez de sang versé ! L'arbitrage de l'humanité, l'arbitrage de la raison. Et si vous n'y consentez pas, c'est que vous n'êtes qu'un gouvernement d'assassins. Et le devoir des prolétaires est alors de s'insurger contre vous, de prendre les armes, les armes que vous leur mettez vous-mêmes entre les mains et de...

Ce sera la révolution provoquée non seulement par l'indignation des prolétaires... qu'on voudrait jeter contre les prolétaires d'un autre pays, mais voulue par la conscience révoltée du pays tout entier.

Vous voulez la paix ? Présentez-vous devant le tribunal d'arbitrage !

Et s'ils ne le veulent pas, s'ils continuent à mobiliser leurs troupes, c'est qu'ils les mobilisent pour écraser la classe ouvrière, c'est que le prolétariat, en défendant la patrie de la révolution, doit se défendre lui-même (1).

L'arbitrage ou la révolution ! Le biographe de Jaurès résume ainsi son point de vue. Et ce dilemme caractérise on ne peut mieux le tribun disparu.

La classe ouvrière doit s'insurger... au nom de l'arbitrage, pour contraindre les gouvernements à s'incliner devant le tribunal arbitral de la Haye !

Peut-on concevoir plus parfaite utopie ?

Tout le jaressisme est là : *pacifisme à double révolutionnaire*.

D'une part, les appels les plus révolutionnaires, la dénonciation impitoyable des flibustiers « coloniaux ».

De l'autre, cette déclaration : « que la participation la plus active à l'organisation de la défense nationale n'est aucunement incompatible avec les opinions socialistes et internationalistes des prolétaires ».

D'une part, l'intelligence la plus nette du rôle du militarisme entre les mains des impérialistes. — De l'autre, les projets de création de « l'armée nouvelle », d'une « armée idéale au service de l'idéal ». — Jaurès, écrit son biographe, « aimait passionnément l'armée parce qu'il idolâtrait la France ». Tout Jaurès est là.

G. ZINOVIEV.

(1) Cité par Ch. Rappoport : *Jean Jaurès, l'Homme, le Penseur, le Socialiste*. (Paris, 1915; pp. 273, 274). Ce livre nous faisant malheureusement défaut, nous nous voyons obligés de reconstituer ces citations d'après une traduction russe. — (Note du traducteur de Pétrograd.)



La Base Sociale de la Révolution d'Octobre

Le coup d'Etat d'octobre une fois effectué, tous les antagonistes du Pouvoir soviétique s'accordaient à reconnaître que les bolchéviks n'étaient que la minorité infime de la population, que leur succès, dû au hasard seul, serait de courte durée, que du reste le pouvoir nouveau croulerait en moins de quinze jours. Trois années de pouvoir soviétique ont suffisamment mis en lumière le manque de sérieux, la légèreté foncière de la « sociologie » des C.-D. menchéviks. Désormais, il serait inutile de contredire « l'analyse » dite « scientifique » des Martoff, des Tchernoff et des Kautsky, ainsi que les prophéties optimistes des bourgeois de Paris. Ils ont suffisamment expié leur légèreté... Mais nous, pour nos buts à nous, nous devons nous faire une idée très nette sur les forces sociales auxquelles nous devons la victoire, sur les forces qui ont provoqué la débâcle de la contre-révolution.

A part les ouvriers, ce furent les soldats qui prirent une part des plus actives au coup d'Etat d'octobre. Les soldats, c'est-à-dire les paysans mobilisés par le tzarisme. Les paysans alors ne s'étaient pas encore divisés en groupes. Les plus indigents, comme les paysans de fortune médiocre, comme les plus riches, tous, de toute leur masse, ils soutinrent non seulement la chute du pouvoir des propriétaires dans les campagnes, mais en même temps la débâcle de la bourgeoisie des villes. C'est ainsi que pendant la première étape de la lutte — la plus importante — le pouvoir soviétique s'appuyait non seulement sur tout le prolétariat, mais encore sur tous les paysans. C'est ce qui a conféré au mouvement la force puissante d'un ouragan qui a emporté tous les éléments organisés du régime des propriétaires. Cette particularité de la révolution russe, on ne la reverra plus en Occident. Là, dans la phase première du coup d'Etat, le milieu paysan y prendra part comme force démembrée ; d'une aile il soutiendra le prolétariat qui attaque, de l'autre, plus considérable probablement, il soutiendra la contre-révolution.

Arrive la deuxième étape de notre lutte. La classe des paysans riches se sépare d'avec le pouvoir soviétique. Ce sont les blés qu'il faut répartir entre la population, c'est la nécessité de repousser l'attaque des généraux cosaques et des Tchéco-Slovaques. Le paysan de fortune médiocre, la couche la plus épaisse de la population travailleuse n'a pas choisi la voie à suivre. L'été 1918 a été la période la plus critique de l'existence des Soviets. Les destinées de la révolution dépendaient de la décision que prendrait le paysan moyen. La classe ouvrière et le paysan indigent à un pôle, — le paysan riche, les officiers et la bourgeoisie, soutenus par le capital étranger, à l'autre pôle, étaient deux forces de valeur égale, ou plutôt la deuxième force surpassait la première. Le paysan de fortune médiocre de nos gouverne-

ments frappés par la famine et celui du centre passent du côté du pouvoir des Soviets ; le paysan médiocre de la région du Volga et de la Sibérie suit son exemple, instruit par la dure expérience du régime de Koltchak. Ce fait décide de l'issue de la lutte en faveur de la Révolution. Par la suite, la débâcle de Dénikine prouve suffisamment que l'Etat ouvrier paysan, se basant sur l'union du prolétariat avec 80 % des paysans, ne peut plus avoir de concurrent au pouvoir dans les limites de la Russie.

Si nous examinons la force militaire de la révolution, l'Armée Rouge, nous verrons qu'elle est basée sur l'union du prolétariat avec le paysan indigent et le paysan moyen, union où le prolétariat serait en tête.

Cette union de l'ouvrier et du paysan de fortune médiocre a été, en même temps, une union économique. Sans le pain du paysan nous n'aurions jamais pu vaincre nos ennemis, de même que nous ne parviendrons pas à remettre debout notre industrie désorganisée. Après que le paysan riche a été en grande partie exproprié, après que la plupart des paysans pauvres ont été transformés en paysans de fortune médiocre, au dépens des paysans riches — le paysan de fortune médiocre, lui, est devenu la base de nos provisions en blé et autres, la base de la mobilisation pour le travail. Sauvegarder cette union sur une base économique est une question de première importance pour le Pouvoir Soviétique.

L'union de l'ouvrier et du paysan moyen qui a assuré la victoire du Pouvoir Soviétique dans la guerre civile de 3 ans, cette union assurera de même la victoire de la révolution d'octobre sur le front économique où les grands combats sont à attendre. Nous nous rendons bien compte que les capitalistes étrangers — qui ont fini par comprendre pourquoi notre paysan n'a pas marché dans les traces de Koltchak, de Dénikine et de Wrangel, — feront leur possible pour séparer le paysan moyen d'avec le prolétariat à l'aide des S.-R. de la droite (Savinkoff et autres) ; ils chercheront à organiser sa liaison avec le capital européen après la défaite de Wrangel. Ces efforts n'aboutiront pas : l'amortissement des dettes étrangères montant à 16 millions en or, étant donné la désorganisation de notre industrie, tomberait sur les épaules du même paysan. L'union avec le prolétariat exempte le paysan de cette obligation ; l'union avec les S.-R. et le capital européen présume cette obligation.

Tant que le capitalisme régnera dans les pays de l'Europe et menacera de transformer la Russie en un de ses colonies, de s'emparer de notre pain, de nos matières premières et d'enlever au paysan ses revenus, la révolution d'octobre aura une base des plus larges dans l'union de l'ouvrier et du paysan sous la direction du prolétariat.

E. PREOBRAJENSKY.

Le Paysan et trois ans de Révolution

Trois ans de pouvoir ne sont qu'une période de temps fort courte et néanmoins, au cours de ces trois dernières années, le paysan russe a mûri politiquement plus que pendant les cent dernières années.

Il y a trois ans, le paysan de la Grande Russie surtout, prêtait une oreille attentive aux mots d'ordre bolchevistes défendant ses intérêts : l'expropriation des propriétaires, la fin de la guerre — c'étaient des mots d'ordre alléchants qui ont toujours attiré le paysan.

C'était la première période du développement révolutionnaire de la population des campagnes.

La deuxième période serait la période égalitaire. Elle commence dès la moitié de 1918, lorsque les paysans, après avoir exproprié les terres, les domaines et l'inventaire des propriétaires, se mirent à procéder au partage égalitaire au milieu même des communes paysannes. Le partage des terres commence, on charge de contributions les gros bonnets du pays, on en confisque l'inventaire. En un mot, le paysan indigent et le paysan de fortune médiocre cherchent à liquider les propriétaires. Les comités dits « de pauvreté » étaient les manifestations extérieures de ces tendances.

Mais la classe des paysans riches a été plus résistante que celle des propriétaires fonciers. Elle a répondu par la lutte contre l'usurpation de son bien, contre la débâcle. Chaque résolution du Comité de pauvreté ou tout simplement de la population indigente du pays, injuste au point de vue du droit ancien, la moindre réquisition ou confiscation arrachaient des hurlements formidables au paysan riche. Ces hurlements énervèrent le paysan de fortune moyenne, qui se mit à craindre que son tour ne vint d'être exproprié. Ces hurlements poussèrent à croire à un moment donné que le paysan pauvre vole et violente la population travailleuse ou peu fortunée. Au fond, le paysan riche, dans maints endroits, était plus fort que les paysans pauvres coalisés, sinon comme quantité, du moins l'emportant par l'habitude de donner des ordres et d'administrer.

Ce qui a lieu actuellement, la répartition des terres en vue de leur meilleure exploitation, peut être appelé la troisième période du développement révolutionnaire de la campagne. C'est ici qu'on peut observer chez les paysans la tendance de partager la terre en pièces dont les limites coïncideraient avec le profit maximum de leur exploitation.

La politique du Commissariat du peuple de l'Agriculture correspond en entier aux périodes indiquées de la renaissance révolutionnaire de la campagne. D'abord la lutte pour la terre, puis son exploitation la meilleure, la tendance d'organiser les possessions des particuliers, au point de vue économique, de la manière la plus rationnelle pour la production.

Il faut avouer que les formes indiquées de culture de la terre, — le partage égalitaire et l'arrondissement plus ou moins rationnel d'une pièce de terre, — n'amenèrent pas les masses paysannes dans la voie du communisme.

Seule, l'organisation des communes et des con-

seils économiques nous mène à la socialisation de l'agriculture. Mais les conditions de leur développement ont été fort défavorables. C'est pourquoi si l'organisation communiste de la campagne ne se basait que sur l'organisation des communes et des conseils économiques, elle traînerait de longues années. Mais le régime des Soviets fraie toujours des voies nouvelles et ouvre devant la campagne et les masses paysannes des possibilités nouvelles que désormais il faudra prendre en considération. Si, d'un côté, le Commissariat du Peuple de l'Agriculture envisageait tout le temps la commune paysanne au point de vue de son organisation territoriale, pour améliorer la production, le Commissariat du Peuple du Ravitaillement, de l'autre, l'envisage au point de vue opposé, en enlevant à la commune les résultats de sa production. En ce sens-là, le Commissariat du Peuple du Ravitaillement a radicalement transformé le point de vue du paysan. Le contact des organes du Commissariat du Peuple du Ravitaillement avec la population des campagnes dans les questions qui l'intéressent profondément, comme par exemple l'expropriation de l'excès de blé, les redevances en viandes, en œufs, la réception des objets de première nécessité des organes du Commissariat du Peuple du Ravitaillement, le contact enfin des coopérations paysannes avec les mêmes organes du Commissariat du Peuple du Ravitaillement, tout cela, n'en doutons pas, contribue énormément à réveiller la conscience politique de la population des campagnes.

Au début, les masses paysannes sont en opposition ouverte avec le Commissariat du Peuple du Ravitaillement : le paysan cherche par tous les moyens possibles à décliner les redevances qui lui incombent, il se plaint de ce que le Commissariat désorganise sa vie économique. En effet, — souvent peu satisfaisants au point de vue technique, — les organes du Commissariat du Peuple du Ravitaillement pèsent lourdement sur le paysan riche. Mais ce côté négatif est compensé parce que grâce à la politique du Commissariat du Ravitaillement le paysan commence en fait à prendre connaissance de l'organisation soviétique. Le paysan ajoute beaucoup de prix à ses produits, il les apprécie au-dessus de leur valeur réelle : c'est pourquoi, obligé de se soumettre aux redevances, il se met à contrôler avec zèle où et comment vont ses produits.

Plus il désire trouver une justification morale à sa conduite moins il en trouve, plus son regard plonge profondément plus la fermeté du pouvoir dans les questions de ravitaillement lui apparaît comme nécessaire.

Et ayant reconnu la justesse morale de ses redevances envers l'Etat, il commence à se rendre compte des mauvais procédés des agents du Commissariat du Ravitaillement, ce qui est fort à désirer.

C'est ainsi que le Commissariat du Ravitaillement inculque l'entente des intérêts de l'Etat à la masse disséminée des petits producteurs. En effet, aucune institution, aucun établissement n'ont dirigé la pensée du paysan du côté des intérêts de l'Etat dans la mesure où l'a fait le Commissariat du Ravitaillement. Cela est de toute évi-

dence, si l'on en juge par les résultats obtenus au cours de ces trois années pendant lesquelles la quantité de pain et d'autres produits a augmenté de beaucoup. Les organes du Commissariat du Ravitaillement couvrent la campagne du réseau épais de leurs institutions et l'entraînent toujours de plus en plus vers l'échange des produits.

Il va sans dire que seule la pression des organes du pouvoir force le paysan à remplir les exigences du Commissariat du Ravitaillement, car le Commissariat du Ravitaillement manque presque absolument d'articles manufacturés. Mais à mesure que le Commissariat du Ravitaillement aura plus de marchandises pour opérer l'échange, son influence sur le paysan producteur augmentera toujours. Cette influence se manifestera non seulement en ce sens que le paysan donnera plus de produits, mais encore en ce que la marche même de la production s'améliorera.

En résumant les trois années écoulées, on peut affirmer sans risque de se tromper que la conscience politique du paysan a plus progressé que pendant les 100 ans précédents. La Russie des Soviets est très grande et son développement marche successivement du centre à la périphérie. La conscience socialiste des masses paysannes progresse par régions. C'est le paysan de la Grande-Russie, à savoir des gouvernements du Nord et

du Centre industriels qui est à la tête des autres. Il est en contact plus suivi avec les organes du pouvoir soviétique ; il est en contact avec les masses ouvrières qui travaillent pour l'Etat.

La région qui suit, c'est le territoire de la Grande Russie où le paysan a affaire au pouvoir soviétique, comme producteur indépendant des produits d'alimentation surtout, domaine où il a reconnu entièrement le pouvoir des Soviets, où il ne cherche qu'à vendre ses produits de la manière la plus avantageuse aux organes du pouvoir soviétique. Et, enfin, la troisième région, la dernière, c'est celle de l'Ukraine qui en est à la psychologie de 1917, qui traverse la première époque du développement révolutionnaire. Il est de toute évidence que l'Ukraine traversera la voie de la révolution beaucoup plus vite, avec moins d'erreurs, grâce à l'expérience accumulée par la Russie des Soviets.

On peut affirmer que les trois années écoulées ont affermi le pouvoir soviétique non seulement sur le front ennemi, mais encore sur le front paysan, sur le front intérieur, elles ont donné une base solide au Pouvoir soviétique pour faire avancer les nouveaux principes, pour souder en une seule toutes les masses paysannes et leur vie économique avec la vie communiste.

M. KALININE.

Chronique Internationale

ANGLETERRE

La Conférence d'unité, annoncée dans notre article du 6 décembre, a été tenue à Leeds les 29 et 30 janvier dernier. Elle a été unanimement acclamée comme un succès dans toute la presse anglaise de gauche. A la lettre ce fut un succès, puisque les trois principaux partis représentés à Leeds ont fusionné en un seul : le Parti Communiste de Grande-Bretagne, section de la 3^e Internationale. Est-ce également un succès en fait ? C'est ce que l'avenir montrera. Deux obstacles évidents sont, d'abord que ce fut une assemblée de fusion et non une « conférence » au sens propre du mot, car les divergences tactiques qui ont empêché jusqu'à présent même un semblant d'unité n'ont pas été discutées, et ensuite que de vastes contingents communistes, tant de droite que de gauche, sont encore en dehors du parti.

Les délégués, au nombre de 170, représentaient les sections et les organes exécutifs des trois organisations disposées à fusionner : le groupement connu jusqu'ici sous le nom de Parti Communiste de Grande-Bretagne, avec 4.500 membres environ ; le Parti Communiste ouvrier, fondé à Glasgow l'automne dernier et comptant environ 1.500 membres, et le Parti Communiste, fondé à Londres l'été dernier, avec 1.500 membres aussi. Avec l'adhésion de quelques groupes communistes locaux, non affiliés à un parti national, l'effectif du nouveau parti doit être aujourd'hui de 7.000 membres. On en est réduit aux conjectures au sujet du nombre de communistes convaincus existant dans le pays, c'est-à-dire de gens qui acceptent pleinement la théorie générale et les méthodes du communisme révolutionnaire, telles

qu'elles sont tracées par l'Internationale Rouge, de gens dont l'unique divergence appréciable d'opinion porte sur la question de savoir si le Parti Communiste doit présenter des candidats au Parlement. Leur nombre est certainement un multiple de 7.000 et, d'après notre estimation, doit atteindre environ 50.000.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, le problème du parlementarisme évolutionnaire, tel qu'il est défini dans les thèses, n'est pas d'ordre secondaire. Il constitue une de ces divergences tactiques de premier ordre, qui sont aussi importantes que des divergences de principe. Notre évaluation de 50.000 communistes susceptibles d'être organisés découle de notre conviction qu'il existe des milliers de révolutionnaires parmi les travailleurs de ce pays, qui, avant la guerre, étaient classés comme syndicalistes révolutionnaires ou socialistes anarchisants. Les expériences de la guerre et l'étude de l'exemple russe ont amené la majorité de ceux-ci à admettre la nécessité d'un gouvernement autoritaire fortement centralisé durant la période de transition révolutionnaire. Mais ils restent obstinément hostiles, non seulement à l'Etat bourgeois, mais encore à toute idée de participation au parlementarisme bourgeois. Ils rallieraient un Parti Communiste affilié à la 3^e Internationale, à condition que ce parti interprêtât les thèses de Moscou en ce sens que la Grande-Bretagne est un pays où les communistes n'ont que faire des candidatures au Parlement.

Cette question vitale de l'interprétation des thèses ne fut jamais discutée à Leeds. Tous ceux qui suivirent la conférence furent pleinement d'accord que les thèses devaient être acceptées, qu'elles constituaient la base de l'unité. Mais ils n'étaient

certainement pas d'accord sur l'interprétation des thèses. Si délicate cependant était cette question de la base de l'unité, que, par un consentement général et tacite, toute discussion relative à l'interprétation fut écartée comme inopportune.

D'autres matières à controverse, d'une considérable importance, furent semblablement réglées par le « Standing Orders Committee ». Une résolution demandant au Comité Exécutif provisoire de ne pas engager le parti dans aucune candidature parlementaire, durant les trois mois qui vont s'écouler jusqu'à la prochaine conférence, avait été présentée par les anti-parlementaires ; elle ne vint pas en discussion, mais une entente sur ce point a été incorporée dans les règlements temporaires qui régissent le Comité provisoire. Le travail de cet organisme sera de rédiger les statuts et règlements définitifs, de les soumettre aux sections et de convoquer d'ici trois mois la conférence qui en discutera et nommera un autre Comité Exécutif. Ce comité pourra également être provisoire, car un des points sur lesquels de fortes divergences d'opinion vont se faire jour concerne le mode d'élection du Comité et le degré d'autorité centralisée qu'il aura à exercer.

Les Britanniques sont anarchistes par tempérament et tradition. Les nécessités de la situation révolutionnaire les obligeront sans doute à accepter la centralisation et la discipline, mais à moins que celles-ci ne soient imposées par quelque chose comme la méthode soviétique d'organisation, l'unité du Parti aura la vie courte. Même au second congrès, il n'y aura probablement aucune discussion sur la tactique parlementaire, car il fut convenu à Leeds que le programme en serait entièrement consacré à la rédaction des statuts et règlements. Quant à la question qui constitue le point difficile de l'unité communiste britannique, elle ne viendra pas avant la troisième conférence, probablement en mai prochain. Mais cette fois, sinon plus tôt, le problème de la participation aux élections parlementaires et de la nomination de candidats communistes aura pu devenir urgent, car, bien que la présente législature ait encore trois ans à vivre, il est infiniment probable que des élections brusquées auront lieu au début de l'été prochain.

En attendant, les intransigeants parmi les communistes antiparlementaires veulent rester hors du Parti Communiste. Même si notre croyance à l'existence de 20 ou 30.000 communistes britanniques organisables, mais non encore organisés, est justifiée, nous doutons que leur existence se manifeste actuellement. Ils resteront inorganisés jusqu'à ce qu'il y ait un parti affilié à la 3^e Internationale, mais engagé dans une tactique abstentionniste en ce qui concerne la Grande-Bretagne, un parti qui aura dû faire preuve de son ardeur pour la cause de la révolution et dont les chefs inspirent aux troupes une confiance absolue. Néanmoins, les intransigeants vont organiser un Parti Communiste antiparlementaire. Les groupes de Manchester du Parti Communiste B. S. T. I., qui réunissent plus de deux cents camarades actifs et éprouvés, refusèrent toute participation à la conférence de Leeds, car ils considéraient que ce serait composer sur la question de la participation parlementaire ; les groupes communistes de Glasgow, non représentés à Leeds, convoquent un congrès pour la création d'un Parti Communiste antiparlementaire ; c'est la troisième tentative de ce genre depuis deux ans. Le deuxième essai, qui conduisit à la formation du Parti Communiste B. S. T. I., aurait été probablement couronné de succès s'il avait eu le temps de se développer, mais la croissance et la solidité du parti

vinrent se heurter aux thèses de la 3^e Internationale. Ce groupe d'antiparlementaires croit avoir agi dans l'intérêt du communisme en acceptant la discipline de la 3^e Internationale. Mais ce que le camarade Léline a appelé, plutôt par politesse, « le communisme de gauche, maladie infantile », est, en Angleterre, une longue et opiniâtre maladie. Beaucoup sont convaincus que ce n'est pas du tout une maladie, mais un signe de santé. Il est tout à fait naturel que l'entrée du Parti Ouvrier Communiste et du Parti Communiste B. S. T. I. avec un groupe plus vaste, et tout récemment engagé dans le parlementarisme : le Labour Party (2^e Internationale), conduira les intransigeants à fonder un nouveau parti antiparlementaire.

D'autre part, le nouveau Parti Communiste va probablement recevoir, avant la prochaine conférence, un renfort considérable et peut-être embarrassant venu du côté centriste. Un délégué de l'aile gauche de l'I. L. P. était à Leeds à titre d'invité. Il annonça que si l'I. L. P., à son congrès de Pâques, repoussait encore l'adhésion à la 3^e Internationale — et il la repoussera certainement — l'aile gauche fera la scission et rejoindra le Parti Communiste. Il n'indiqua aucun chiffre, mais l'I. L. P. doit avoir environ 45.000 membres, dont 10.000 appartiennent à l'aile gauche. Ainsi, ces nouveaux adhérents excéderaient grandement le nombre actuel des membres du Parti Communiste et auraient une influence déterminante sur sa politique. Le fait que ces 10.000 nouveaux membres ont pu se contenter aussi longtemps de rester dans l'I. L. P. et la seconde Internationale, dans l'espoir de lancer à gauche l'ensemble de l'organisation, ne fait pas bien augurer de la vigueur de leurs convictions révolutionnaires, ni de leur compréhension des réalités de la situation révolutionnaire.

Londres, 6 février 1921.

Eden et Cedar PAUL.

HISTOIRE D'UN COMLOT

Par Henry TORRÈS

Préface de SEVERINE

À la veille du procès des communistes, il faut répandre PAR MILLIERS cette brochure, qui ne coûte que 25 centimes, et qui sera vendue par quantités avec une réduction de 20 %.

Vite, camarades, commandez par paquets l'*Histoire d'un Complot*. Il faut en inonder le pays. Ne laissons pas nos camarades, emprisonnés depuis neuf mois, seuls aux prises avec les chats-fourrés de la bourgeoisie : mettons l'opinion publique de leur côté.

Kertjenzev

Les Alliés et la Russie

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 3 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

NOTRE SOUSCRIPTION

40^e LISTE

René Hardy, 3 fr. — Un Noyauteur, 1 fr. — G. A., Pour la propagande, Contre la répression gouvernementale, 5 fr. — Deux camarades de la 9^e Section, 5 fr. — Parisot, 2 fr. — En achetant des brochures, 2 fr. — Un communiste de Malzéville, 3 fr. — Duret, 8 fr. 50. — Un membre du Comité pour la Reprise, 5 fr. — Liste n° 333, 27 fr. 85. — A. Ma-drange, 6 fr. — Ducrot, 2 fr. — Un employé du B. M., 1 fr. 50. — René Meyer, le Vésinet, 7 fr. 50. — H. L., 0 fr. 50. — Ray Pierre, 6 fr. 25. — Liste n° 285, 11 fr. 15. — Lagenée, Brest, 10 fr. — Pour l'élection de Lorient et Souvarine, un imprimeur communiste, 5 fr. — Supplément d'abonnement J. A., 4 fr. — Produit d'une collecte, versé par Perrin, 14 francs.

Total de la 40^e liste..... 130 25
Total des listes précédentes..... 11.657 25

Total général..... 11.787 50



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTENZEV. — Les Alliés et la Russie.....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — La Famille et l'Etat Communiste	0 40
LÉNINE. — La maladie infantile du Communisme. 4 »	4 »
LÉNINE. — La Révolution prolétarienne	4 »
LÉNINE. — Lettre aux ouvriers américains	0 25
LÉNINE. — Les Bolcheviks et les Paysans	0 40
S.-J. RUTGERS. — En Russie Soviétique.....	0 75
BORIS SOUVARINE. — La Troisième Internationale	0 50
BORIS SOUVARINE. — Eloge des Bolcheviks.....	épuisé
TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	7 »
TROTSKY. — Le Terrorisme.....	épuisé
TROTSKY. — Les Soviets et l'Impérialisme mondial	0 60
CLARA ZETKIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	0 75
*** Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)	0 60
*** Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste	0 50
*** Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.	1 25
*** Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2 ^e Congrès).....	0 75
*** Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voies par le 2 ^e Congrès)	épuisé

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

(Le Communisme de Gauche)

Par N. LÉNINE

Un volume, in-16 Jésus 4 fr.
Franco 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

IL FAUT LIRE :

- LE BULLETIN COMMUNISTE (hebdomadaire, 50 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
LA REVUE COMMUNISTE (mensuelle, 3 francs), Paris, 12, rue Grange-Batelière.
LA VIE OUVRIERE (hebdomadaire, 25 centimes), Paris, 114, rue Pelleport.
LA VOIX PAYSANNE (hebdomadaire), Paris, 142, rue Montmartre.
CLARTE (hebdomadaire, 25 centimes), Paris, boulevard Saint-Martin, 4.
L'AVANT-GARDE (hebdomadaire, 20 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
LE PHARE (mensuel, 1 fr. 50), La Chaux-de-Fonds, 27, rue P.-H.-Mathey.
LA NOUVELLE INTERNATIONALE (hebdomadaire, Genève, case Postale, Eaux-Vives.
L'OUVRIER COMMUNISTE (bi-mensuel, 25 centimes), Bruxelles, 3, rue Steenpoort.

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémisantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)